

Boden sparen - aber wie? : Nationalfonds-Studien vermitteln Denkanstösse = Economiser le sol - mais comment? : Utiles suggestions du Fonds national

Autor(en): **Badilatti, Marco**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Heimatschutz = Patrimoine**

Band (Jahr): **86 (1991)**

Heft 3

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-175502>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

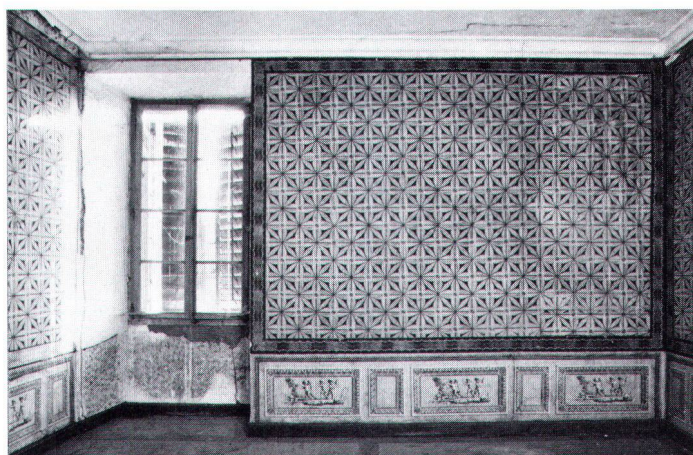
Au château de Mézières Papiers peints

par Gertrude Chablais,
Fribourg

Parmi les nombreux châteaux qui émaillent la campagne fribourgeoise, celui de Mézières se distingue grâce à une particularité: bon nombre de ses pièces sont tapissées de papiers peints. Il s'agissait là de produits de manufactures françaises. Un inventaire complet de ces papiers, réalisé par une de nos jeunes historiennes d'art, M^{me} Anne-Catherine Page-Loup, attachée à la Conservation cantonale des monuments historiques, a nécessité des recherches, notamment à Paris au Musée des arts décoratifs, ainsi qu'à Rixheim au Musée du papier peint. Ce travail, tout à fait remarquable, donne une description exacte des techniques de fabrication et a permis la datation des papiers, de même que leur provenance.

L'utilisation des papiers peints à Mézières apparaît une première fois au milieu du 18^e siècle, puis vers la fin des années 1780 et enfin entre 1820 et 1835. Ce genre de décor, assez inhabituel dans nos régions et en ces temps-là, a tenté les propriétaires du château, une branche de la famille de Diesbach, trois de ses membres ayant été successivement officiers au service de France. Et l'on sait l'attrait sur nos compatriotes (et encore aujourd'hui) des arts et de la mode de Paris...

Quant au château lui-même, il est cité dans les chroniques dès la fin du 14^e siècle. A la faveur de nombreux changements de propriétaires, il a subi agrandissements et transformations. Après la période Diesbach (milieu 18^e siècle – 1^{er} quart du 19^e) période certainement raffinée, il passa en mains de plusieurs propriétaires dont il ne fut pas la résidence principale, d'où absence d'entretien. Classé par le Con-



Au château de Mézières FR, les premières tapisseries de papiers peints, du milieu du XVIII^e siècle (photo Chablais).

Die ersten gemalten Papiertapeten gehen im Schloss von Mézières FR auf die Mitte des 18. Jahrhunderts zurück (Bild Chablais).

seil d'Etat en 1972, il figure depuis 1983 dans la liste des maisons rurales à protéger. Aujourd'hui, il faut le dire, il est dans un état déplorable et doit impérativement être restauré. L'Etat, les organismes

de défense du patrimoine, tant officiels que privés, s'en préoccupent beaucoup. La remise en état de cette charmante demeure et la sauvegarde de ses précieux papiers peints ne sauraient tarder.

Utiles suggestions du Fonds national

Economiser le sol – mais comment?

par Marco Badilatti, publiciste, Zumikon (résumé)

Chacun en tombe d'accord: nous «consomons» beaucoup trop de terrains et devons absolument freiner cette tendance. Mais sur la façon d'y procéder, les idées sont floues et les opinions très divergentes. Dans le cadre du programme de recherches «Sol» (NFP 22), bientôt à son terme, plusieurs études partielles sont parues qui traitent en particulier de la manière d'économiser le sol, en apportant des suggestions concrètes. Nous en présentons ici les plus importantes.

Le message fédéral de 1987 sur l'aménagement du territoire disait déjà que si l'utilisation économe du sol était jusqu'alors un objectif, il fallait désormais passer aux actes. Ces actes doivent d'abord

s'inspirer de considérations morales, et c'est là l'objet d'une des études susmentionnées: quantitativement, nous devons considérer le sol disponible comme un don, et un bien inextensible; qualitative-

ment, le problème du sol s'insère dans le cadre plus vaste de la nature, dont il faut respecter les lois, l'équilibre et les nécessités écologiques.

Au terme de plusieurs centaines d'entretiens avec des spécialistes, des hommes politiques et des représentants de la population, un autre groupe d'étude a constaté, d'une part, la nécessité de décisions politiques dans le domaine en question, et d'autre part le fait qu'il y a loin des idées aux actes: chacun admet qu'il faut épargner le sol, mais chacun rêve d'une maison individuelle; seule la moitié de la population accepterait une rationalisation alors qu'elle en accepte le principe. On est un peu plus accessible parmi ceux qui ont des responsabilités, mais la nécessité d'une meilleure information sur les mesures à prendre reste patente.

Épargner le sol cultivable en utilisant au maximum les possibilités encore existantes, à l'intérieur des localités, est un moyen qu'a examiné un troisième groupe d'étude, et ses conclusions sont de nature à faire sensation. Il montre que si, comme on l'envisage, il faudra pour les 20 prochaines années 30 000 ha encore pour des logements et 3000 ha pour des lieux de travail, toute cette place peut être trouvée dans les agglomérations existantes. En effet, les zones à bâtir ne sont actuellement utilisées qu'à 50% environ de leur surface, et les immeubles à moins de 40% de leur volume disponible. Il y a ainsi de réserves suffisantes pour quelque 3 millions d'habitants et plus de 2 millions de logements supplémentaires. C'est l'optique obstinée de la «construction nouvelle» qui est le principal obstacle à ces possibilités.

Sur la base d'une analyse des règlements communaux de divers cantons, une 4^e étude, intitulée «Vers un nouveau type de règlement du plan d'affectation communal», préconise qu'on passe d'un système négatif-défensif à un système positif, plus favorable à la créati-

vité et plus souple. Une sorte de «cahier des charges», élaboré par les autorités, permettrait aux constructeurs de savoir exactement à l'avance quels sont leurs droits et les limites posées par l'intérêt public. C'est en apparence plus coûteux à organiser, mais à l'usage c'est payant, comme l'ont montré les expériences-tests faites dans quatre communes de la région lausannoise.

Ce n'est pas seulement aux communes, mais aussi aux cantons et à la Confédération, que s'adressent les suggestions de NFP 22 visant à limiter l'extension des localités. Des propositions concrètes sont formulées par un juriste dans le sens d'une révision de la loi sur l'aménagement du territoire: on limiterait à 240 000 ha l'ensemble du territoire suisse bâti, et des contingents de construction seraient attribués aux cantons. Les zones à bâtir ne pourraient être agrandies qu'en cas d'épuisement total des possibilités intérieures de ces zones.

Enfin, cette brûlante question de l'extension des zones à bâtir fait l'objet d'une 6^e étude, qui oppose au principe du zonage rendu plus difficile celui du contingentement des terrains à bâtir. Le premier convient comme solution transitoire; le second est préférable comme solution d'avenir. C'est lui qui permettrait de répondre à la demande pour les trente prochaines années, sans recours à des terrains non encore construits.

Nationalfonds-Studien vermitteln Denkanstösse

Boden sparen – aber wie?

von Marco Badilatti, Publizist, Zumikon

Darüber sind sich alle einig: Wir (ver)brauchen zuviel Boden und müssen etwas dagegen unternehmen. Über das Was und Wie jedoch bestehen hier nur vage Vorstellungen und gehen dort die Meinungen stark auseinander. Im Rahmen des Nationalen Forschungsprogrammes «Boden» (NFP 22), das bald abgeschlossen wird, sind kürzlich mehrere Teilstudien erschienen, die sich besonders mit Fragen einer ökonomischen Bodennutzung befassen und dazu auch konkrete Anregungen liefern. Wir stellen hier die wichtigsten vor.

Im vierten Leitsatz des bundesrätlichen Raumplanungsberichtes vom 14. Dezember 1987 über den Stand und die Entwicklung der Bodennutzung und Besiedlung in der Schweiz heisst es: «Bisher war der haushälterische Umgang mit dem Boden ein Ziel; jetzt müssen Taten folgen.» Im Klartext bedeutet das unter anderem Flächen sparen, die Bodenfunktion beachten, die bestehende Substanz bewahren und besser nutzen, die Siedlungen erneuern und Neuerschliessungen vermeiden. Verlangt wird, dass «das Gebot der haushälterischen Bodennutzung von der Zonenplanung über das Baurecht bis zum konkreten Projekt alles raumwirksame Handeln durchdringen muss».

Bodenethik wegweisend

Solche Forderungen taugen freilich nur soviel, als die geistigen Voraussetzungen, sie auch wirklich in die Praxis umsetzen zu wollen, erfüllt sind. Und da stellt sich zunächst die Frage nach den

ethischen Gesichtspunkten unserer Beziehungen zum Boden. Dieses Thema behandelt die Arbeit «Ethik und Boden» von Hans Ruh, Fritz Brugger und Charles Schenk. Nach einem Rückblick über die Ideen- und Naturgeschichte und die Problemanzeigen in den Bereichen Wertwandel, Staats-, Rechts- und Wirtschaftsethik gehen die Autoren theologischen und philosophischen Ansätzen der Bodenethik nach, um daraus 23 Thesen zum (ethisch begründeten) Umgang mit dem Boden zu entwickeln. Sie unterscheiden dabei zwischen einer quantitativen (ökonomische und Gerechtigkeits-Aspekte) und einer qualitativen (ökologische Aspekte) Dimension. Demnach hat der Boden in quantitativer Hinsicht als absolut knappes Gut den Bedürfnissen des Menschen und aller andern Lebewesen dieser Erde zu genügen, zumal wir auf ihn angewiesen sind. Seine Begrenztheit und die Tatsache, dass wir ihn nicht schaffen oder regenerieren können,

bedingt, dass wir ihn als Gabe betrachten müssen. Indem wir Boden versiegeln (überbauen!), vermindern wir das Leben und die Lebenschancen. Weil seine Nutzung auch künftiges Leben ermöglichen soll, haben wir den Umgang mit ihm nach klaren Prioritäten zu ordnen. Diese sollen die Existenzgrundlagen für Mensch und Natur bewahren, die elementaren Bedürfnisse des Menschen decken, Konflikte zwischen ihm und andern Lebewesen fair regeln und auch für Gerechtigkeit unter den Menschen sorgen (Sozialpflichtigkeit des Bodens). Die ethischen Forderungen in bezug auf die qualitativ-ökologischen Seiten des Bodenproblems zielen darauf ab, den Boden in das Ganze der Natur einzuordnen. Wir müssen ihn als eigenständiges Leben betrachten und unverehrt erhalten, dürfen sein Ökosystem nicht über dessen Tragfähigkeit hinaus belasten und können an diesem nur teilhaben, nicht aber beliebig darüber verfügen.

Zweispaltige Einstellungen

Wie stark aber solche Postulate bereits mit unsern Denkmustern kollidieren, zeigt das Sozial- und Umfrageforschungsprojekt von Peter Farago und Matthias Peters über «Einstellungen zum Bodensparen», das sich auf 70 qualitative Gespräche und 403 repräsentative Interviews mit Fachleuten, Politikern und der Bevölkerung in der Deutsch- und Welschschweiz stützt. Insgesamt ergab sich bezüglich der haushälterischen Bodennutzung zwar ein recht hohes Problembewusstsein und die Einsicht, dass hier ein politischer Handlungsbedarf besteht. Bodensparen, verdichtetes Bauen und die Durchmischung von Wohnen, Arbeiten und Versorgen werden mehrheitlich befürwortet. Differenziert zugestimmt wird auch der Umzonung von Dachgeschossen, Baulandabzonungen, der Entseignung ungenützter Liegenschaften (von Fachleuten ab-

gelehnt!) und dem Vorkaufsrecht durch die Gemeinden. Hingegen verwarfen 4% der Befragten, bestehende Häuser abzubauen und sie durch solche mit höherer Ausnutzung zu ersetzen. Abgelehnt werden Lenkungsabgaben auf dem Wohnraumverbrauch. Auch herrscht in der Bevölkerung über wichtige Konzepte Unklarheit, lässt der Informationsstand zu wünschen übrig und fehlt es an konkreten Beispielen verdichteten Bauens. Zwischen Einsicht und Bereitschaft zu Verhaltensänderungen klafft eine breite Kluft. Alle wollen zwar Boden sparen, aber jeder träumt zugleich vom Einfamilienhaus im Grünen. Das persönliche Eigeninteresse bildet auf dem Gebiet der Bodennutzung eine starke Umsetzungsbarriere. Je stärker die individuelle Betroffenheit, desto weniger ist man bereit, die als richtig erkannten Grundsätze in die Tat umzusetzen. So wäre beispielsweise nur die Hälfte der Bevölkerung bereit, allfällige Nachteile einer stärkeren Nutzungsdurchmischung in Kauf zu nehmen, obwohl sie das Prinzip bejahen. Leichter veränderbar scheint das Verhalten von Rollenträgern. Besser informieren, neue Planungs- und Architekturtechnologien fördern, Vorschriften über Durchmischung, Umnutzung und andere Bodensparmassnahmen erlassen und entsprechende finanzielle Anreize schaffen sind die Folgerungen, welche die Studie aus ihrem Befund zieht.

Grosses Sparpotential

Es bedurfte allerdings kaum solcher Ermittlungen, um zu erfahren, dass der Bodenverbrauch so rasch nicht einzudämmen ist. Zu viele Faktoren sorgen für einen anhaltenden Druck auf ihn. Dennoch oder gerade deshalb interessiert, ob und wie der künftige Bedarf an Bodenfläche durch eine entsprechende Entwicklung innerhalb des Siedlungsgebietes gedeckt werden kann, um damit wenigstens soviel wie

möglich Kulturland ausserhalb der Bauzonen zu schonen. Dem ist eine Arbeitsgruppe um Christian Gabathuler mit ihrem Forschungsprojekt «Siedlungsbegrenzung Schweiz» für den Zeitraum bis 2010 nachgegangen. Einer heute überbauten Siedlungsfläche von gesamtschweizerisch 175 000 ha (entspricht etwa dem Kanton Zürich) steht nach Modellrechnungen für die nächsten 20 Jahre eine Nachfrage von zusätzlich 300 000 bis 500 000 Wohnungen und 235 000 Arbeitsplätzen gegenüber. Würden diese auf noch unbebauten Parzellen befriedigt, müssten weitere 30 000 ha mit Wohngebäuden und 3 000 ha mit Arbeitsflächen überbaut werden.

Die Verfasser weisen nun nach, dass ein solches Opfer unnötig ist und dieser Bedarf «grosszügig» innerhalb des bereits bestehenden Siedlungsgebietes gedeckt werden könnte. Denn die Bauzonen der Schweiz seien heute erst zu etwa 50 Prozent überbaut und die entsprechenden Grundstücke nur zu 33 bis 40 Prozent ausgenutzt. Sie schlagen deshalb vor, die Grundstücke dichter zu überbauen und die Gebäude intensiver zu nutzen (Dach- und Untergeschosse sowie Anbauten aller Art). Denn nach ihren Berechnun-

gen befinden sich in und auf bestehenden Wohngebäudevolumen noch Nutzflächenreserven für gegen 3 Mio. Einwohner und über 2 Mio. Wohnungen. Hingegen scheinen zur Befriedigung der Nachfrage nach zusätzlichen Arbeitsflächen weitere Neubauten unumgänglich, doch liesse sich dem durch Umstrukturierung von unternutzten Industrie- und Gewerbeanlagen (Flächenrecycling) entsprechen. Allerdings hemmen die noch stark verbreitete Neubauoptik sowie die bau- und planungsrechtlichen Rahmenbedingungen eine solch wünschenswerte Entwicklung.

Bauordnungen mit Pflichtenheften

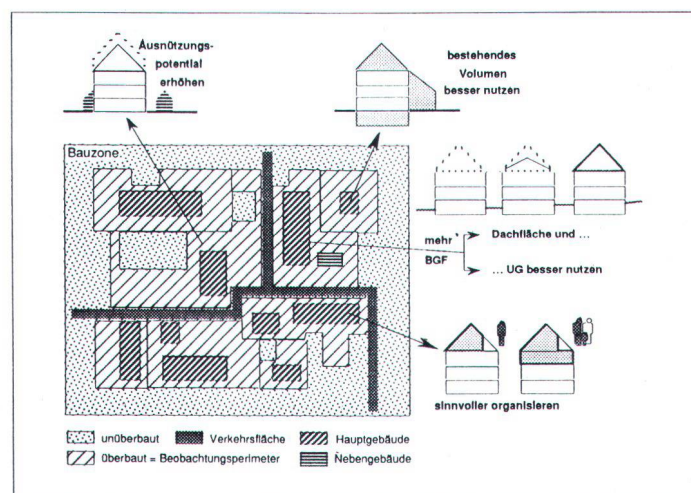
Das meint auch Urs Zuppinger in seiner Studie «Vers un nouveau type de règlement du plan d'affectation communal» aufgrund einer Analyse von Gemeindebauordnungen verschiedener Kantone. Deshalb entwickelte er eine alternative Technik zur Gestaltung und Bewirtschaftung der Bauordnung mittlerer Gemeinden. Diese erstrebt die Umkehr von einer negativ-defensiven Reglementierung zu einer positiven Skizzierung der gewünschten Entwicklung. Grundlage dazu bildet ein Raster von Erfordernissen des öffentlichen

Interesses, innerhalb deren sich die private Bautätigkeit freier und flexibler entfalten darf. Eine besondere Bedeutung kommt hierbei den sogenannten Kontaktzonen zu, dem Übergangsbereich zwischen öffentlichem und privatem Raum. Die Methode läuft darauf hinaus, sich auf die Formulierung der im öffentlichen Interesse liegenden Erfordernisse zu beschränken, die Kluft zwischen Richt- und Nutzungsplan zu überbrücken, den Boden haushälterischer zu nutzen und zugleich die städtebauliche Qualität und Kreativität zu fördern und die Baubewilligungsverfahren zu vereinfachen.

Im Mittelpunkt des Ausführungsinstrumentariums stehen die «Cahiers des charges», also eine Art Pflichtenhefte der Planungsbehörden. Diese verursachen zwar im Moment einen Mehraufwand, der sich jedoch nach den bisherigen Erfahrungen in vier Testgemeinden der Region Lausanne mehr als bezahlt macht. In den Pflichtenheften sind die übergeordneten Ziele des öffentlichen Interesses festgehalten, welche für den privaten Bauherrn verbindlich sind. Alle andern Regeln werden aufgrund des Bestehenden mit den Bauwilligen zusammen von Fall zu Fall angepasst. Da die Pflichtenhefte öffentlich aufliegen, kann sich übrigens jeder Bauherr im voraus über seine Rechte und Beschränkungen gegenüber den öffentlichen Anliegen informieren und seine Planung darauf ausrichten.

Neueinzonungen erschweren oder kontingentieren?

Aber nicht nur den Gemeinden, auch dem Bund und den Kantonen fliessen aus dem NFP 22 Anregungen zu, die dazu beitragen sollen, die Siedlungsausdehnung zu begrenzen. So unterbreitet der Jurist Beat Keller in seinem Projekt «Bauzone und Siedlungsgebiet» konkrete Vorschläge zur Revision des Raumplanungsgesetzes. Unter



Verdichtungsmöglichkeiten im Siedlungsgebiet, wie sie die Studie «Siedlungsbegrenzung Schweiz» aufzeigt.

Possibilités de densification de la construction de logements, comme les montre l'étude «Siedlungsbegrenzung der Schweiz».

anderem möchte er, dass der Bund das Siedlungsgebiet gesamtschweizerisch auf eine Grössenordnung von 240 000 ha beschränkt und in einem Sachplan für jeden Kanton Siedlungskontingente festlegt. Weiter sollen Bauzonen nur Land umfassen, das bereits weitgehend überbaut ist oder das aufgrund eines ausgewiesenen Bedarfs in naher Zukunft planungsrechtlich erfasst, erschlossen und überbaut wird. Auch dürften diese nur erweitert werden, wenn deren innerörtliche Reserven erschöpft sind und der ausgewiesene Bedarf mit den lokalen und regionalen Entwicklungsvorstellungen übereinstimmt.

Der heiklen Frage von Neueinzonungen, die rund um unsere Städte und in Bauwirtschaftskreisen bereits diskutiert wird, geht schliesslich auch die Arbeit von Katharina Dobler Altdorfer und Ursula Vettori nach. Unter dem Titel «Die Erweiterung der Bauzone» stellt sie das Prinzip der erschwerten Einzonung demjenigen der Baulandkontingentierung gegenüber. Sie kommt zum Schluss, dass die Erstgenannte zwar als Übergangslösung dienen könnte, die Kontingentierung jedoch zukunftsweisender und daher vorzuziehen sei. Denn bei entsprechender Organisation vermöchte diese die Nachfrage der nächsten 30 Jahre innerhalb des heute überbauten Raumes und ohne Inanspruchnahme von unüberbauten Flächen zu befriedigen. Beide Modelle verlangten indessen eine Reihe von Durchsetzungsmassnahmen, damit neues Bauland planungskonform genutzt werde (Erschliessungsanspruch, Baupflicht, Baulandsteuer und die aktive Baulandpolitik des Gemeinwesens). Keine davon genüge aber für sich; es brauche alle für ein situationsgerechtes Vorgehen.

Revision des Natur- und Heimatschutzgesetzes

Erweiterte Aufgaben

pd. Der Bundesrat hat eine Botschaft und den Entwurf zur Änderung des Bundesgesetzes vom 1. Juli 1966 über den Natur- und Heimatschutz (NHG) zuhanden der eigenössischen Räte verabschiedet. Die Vorlage beinhaltet die Eingliederung der Bereiche Denkmalpflege und Moorlandschaftsschutz in das bestehende NHG.

Denkmalpflege

Die bestehenden Rechtsgrundlagen des Bundes im Bereich der Denkmalpflege (Bundesbeschluss vom 14. März 1958 und Verordnung vom 26. August 1958) vermögen den heutigen Anforderungen an eine sachgerechte und effiziente Aufgabenerfüllung nicht mehr zu genügen. Sie erweisen sich in manchen Teilen als veraltet und verlangen die Anpassung an eine veränderte Praxis sowie an

den heutigen Stand der Rechtsentwicklung. Notwendig ist insbesondere eine engere Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen in allen Phasen der oft sehr aufwendigen Restaurierungsvorhaben. Die Ähnlichkeit der Bestrebungen für Naturschutz, Heimatschutz und Denkmalpflege in ihrem Vorgehen, in den Inhalten, Instrumenten und Verfahren legen eine Zusammenfassung der Regelungen für alle Bereiche in einem ein-

zigen Erlass nahe. Mit dem Natur- und Heimatschutzgesetz verfügt der Bund über eine Rechtsgrundlage, die sich in Anwendung und Wirkung bewährt hat. Dies spricht für die Einfügung der Denkmalpflege in dieses Gesetz. Dieses gibt dem Bund die Möglichkeit, Beiträge an die Restaurierung von Objekten des Heimatschutzes und der Denkmalpflege zu leisten und neu auch die Aus- und Weiterbildung von Fachleuten sowie Organisationen und Massnahmen zur Sensibilisierung der Öffentlichkeit für die Anliegen der Kulturgütererhaltung zu unterstützen. Die Zuständigkeit für die Denkmalpflege bleibt gemäss dem Prinzip der Subsidiarität weiterhin primär bei den Kantonen.

Moorlandschaften

Mit der Annahme der Rothen-thurm-Initiative am 6. Dezember 1987 durch Volk und Stände wurde auf Verfassungsebene für Moorlandschaften von besonderer Schönheit und na-

Ein Aufruf

Aktiv für Osteuropa

von Robert Steiner, Winterthur

Nachdem 1988 die Absicht Diktators Ceausescu bekannt wurde, Hunderte von Dörfern zu «sistematisieren», wandte sich der Schweizer Heimatschutz SHS mit einem offenen Bittbrief an den Bundesrat, er möge seine diplomatischen Beziehungen nutzen, um die rumänischen Ortsbilder zu retten. Die Reaktionen in der Presse zeigten, dass Heimatschutz in einem sich öffnenden Europa über die Grenzen hinweg getrieben werden soll. Deshalb lud er zur diesjährigen Wakkerpreisübergabe in Cham den Direktor der rumänischen Denkmalpflege, Herrn Dr. P. Derer, ein. So konnte eine direkte Information über die sich in Rumänien und insbesondere in Sie-

benbürgen stellenden Probleme gegeben werden.

Dass alte Trabis von Ostdeutschland in Rumänien als Occasionswagen gehandelt werden, zeigt, dass es an allem fehlt. Wo könnte nun der Beitrag der Schweiz liegen? Dr. Derers Meinung: «In Rumänien haben wir 14 ethnische Minderheiten. Solange das Minderheitenproblem nicht gelöst ist, wollen die Leute auswandern. Dann haben wir ausgestorbene Dörfer wie in Siebenbürgen, wo eine bis 800jährige deutsche Kultur durch Auswanderung bedroht ist. Die Schweiz hat ihre Minderheitenprobleme gelöst. Helft uns mit eurer politischen Erfahrung, damit unsere Bevölkerung ihrer Scholle treu

bleibt.» Auf unsere Frage, wie wir das tun sollen, antwortete er: «Durch das Aufbauen persönlicher Kontakte in möglichst vielen Teilen des Landes.»

Und die materielle Hilfe? Um die Denkmalpflege zu regionalisieren, müssen Büros eingerichtet werden, für die alle Sorten von Occasionen benötigt werden. Schreibmaschinen, Plandruck- und Kopiergeräte, Projektionseinrichtungen, Computer, Fotoausrüstungen, Ordner usw. Wer auf ein Auto verzichten kann, dem sei wärmstens empfohlen, es mit solchen Gebrauchsgegenständen zu füllen und nach Rumänien zu fahren. Die regionalen Denkmalpflegekommissionen werden es gerne empfangen. Geeignete Adressen und das nötige Know-how für Hilfslieferungen können vermittelt werden.